



Monsieur Gérald DARMANIN
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
13, Place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

UNSa Justice DISP Toulouse

Toulouse, le 3 Juin 2025

OBJET : Focus sur la situation catastrophique des établissements pénitentiaires en Occitanie l'UFAP UNSa Justice de l'Ur de Toulouse demande des mesures urgentes.

Monsieur le Garde des Sceaux,

Par la présente, l'Union Régionale UFAP UNSa Justice de Toulouse souhaite vous interpeller directement et en appelle à votre intervention. Il ne s'agit plus d'un simple constat d'alerte, mais bien d'une dénonciation claire et ferme d'un système pénitentiaire régional à bout de souffle, étranglé par une crise chronique qui tend à se banaliser : la surpopulation carcérale.

L'Occitanie détient, aujourd'hui encore et depuis trop longtemps, le triste record national en matière de taux d'occupation des établissements pénitentiaires.

À ce jour, plus de 1 100 détenus dorment sur des matelas à même le sol. Nos maisons d'arrêt sont sursaturées, nos agents épuisés, nos moyens largement insuffisants, et notre sécurité gravement compromise.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et illustrent une situation devenue intenable :

- 259 % de taux d'occupation à la maison d'arrêt de Perpignan
- 248 % à Carcassonne
- 242 % à Nîmes
- 241 % à Tarbes,
- 220 % à Foix.
- 300 %. Au Quartier des femmes de la maison d'arrêt de Nîmes

Cette situation dépasse le seuil du tolérable. Ce n'est plus seulement une anomalie administrative, mais une atteinte manifeste à la dignité des personnes détenues et à l'intégrité de ceux qui les encadrent.

Au-delà de ces chiffres alarmants, ce sont les femmes et les hommes de terrain qui en subissent quotidiennement les conséquences. Les personnels pénitentiaires de tout corps et grades confondus accomplissent leur mission dans un climat de tension constante.

Ils sont confrontés à une recrudescence des agressions, des conflits, à une intensification des trafics en détention ainsi qu'à une explosion du nombre d'extractions judiciaires et médicales.

À cela, s'ajoute la présence de plus en plus importante de personnes détenues souffrant de troubles psychiatriques, alors même que les établissements ne sont ni conçus ni équipés pour y faire face.

Cette situation n'est pas seulement préoccupante, elle est dangereuse. Dangereuse pour la sécurité des personnels, la stabilité des établissements et la continuité du service public de la Justice. Elle traduit une perte de sens profonde.

Comment peut-on encore parler de réinsertion, de justice équitable, de travail pénitentiaire constructif, lorsque les agents sont contraints de gérer l'urgence faute de moyens humains, structurels et financiers ?

Monsieur le Ministre, l'inaction ou la lenteur dans le traitement de cette crise ne relève plus d'une simple inertie administrative, mais s'apparente à un véritable renoncement politique. Maintenir cette situation en l'état revient à exposer délibérément les personnels à des risques graves. L'Union Régionale UFAP UNSa de Toulouse vous le dit sans détour. Nous refusons ce renoncement.

Nous exigeons des mesures d'urgence concrètes : le transfert immédiat de personnes détenues vers des régions moins saturées, un renforcement significatif des effectifs, la mise en œuvre d'une politique pénale cohérente avec les capacités réelles d'accueil des établissements, ainsi qu'une révision des critères d'orientation des personnes présentant des troubles psychiatriques.

Il ne peut y avoir de justice sans respect pour celles et ceux qui la servent. Il ne peut y avoir de sécurité sans les moyens de la garantir. Il ne peut y avoir d'autorité sans sens des responsabilités.

L'Union Régionale UFAP UNSa Justice de Toulouse reste pleinement disponible pour un échange constructif sur ces enjeux.

Notre détermination est totale, et notre engagement, sans faille.

Nous continuerons de faire entendre la voix des Personnels qui, chaque jour, œuvrent dans l'ombre d'un système qu'ils maintiennent à bout de bras sans moyens et sans reconnaissance.

Les personnels se sentent abandonnés livrés à eux-mêmes face à la misère, aux conflits et à la violence. Seuls encore face aux défaillances sanitaires et structurelles qui aggravent les tensions, et enfin seuls face à l'immobilisme d'une administration malade.

Les personnels pénitentiaires d'Occitanie n'attendent plus de discours : ils attendent des actes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Garde des Sceaux, l'expression de ma haute considération.

Pour l'Union Régionale UFAP UNSa Justice Toulouse

La secrétaire générale ORENGO Marine.

